

RCS : TOULON
Code greffe : 8305

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 01908
Numéro SIREN : 915 405 898
Nom ou dénomination : AB HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 11/07/2022 sous le numéro de dépôt A2022/007940

Maxime Faury

Commissaire aux comptes

Inscrit près de la cour d'appel d'Aix en Provence

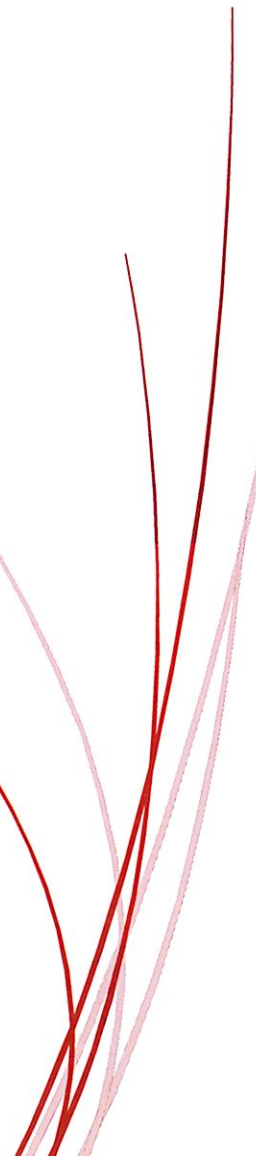
Adresse : Espace Valtech – RN98
83160 La Valette du Var
Tel : 07.81.51.06.72
Site web : www.cmfaudit.com

Rapport du commissaire aux apports

**Apport des titres de ATB EXPRESS SAS
Par Monsieur Bouchaib ATTAR**

AB HOLDING SAS

Espace Charlotte – Les Meissonniers
83260 LA CRAU



Rapport du commissaire aux apports sur l'apport des actions de la société ATB EXPRESS SAS à réaliser par Monsieur Bouchaïb ATTAR au profit de la société AB HOLDING SAS.

Monsieur,

En exécution de la mission, qui m'a été confiée par l'actionnaire de la société AB HOLDING SAS en date du 2 juin 2022, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Bouchaïb ATTAR dans le cadre de la constitution de cette société, j'ai établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L 225-8 et L 225-14 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet de convention d'apport en nature, signé par Monsieur Bouchaïb ATTAR le 15 juin 2022. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires Aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport augmentée de la prime d'émission.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Mon rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion.

1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le présent apport d'actions envisagé par Monsieur Bouchaïb ATTAR, au profit de la société AB HOLDING SAS, vise à constituer une holding lui permettant d'administrer, de centraliser leurs participations par l'intermédiaire d'une société dont le capital est détenu intégralement par cet associé

1.2. PRESENTATION DES SOCIETES ET DES PARTIES EN PRESENCE

1.2.1. *Personnes physiques apporteurs*

Monsieur Bouchaïb ATTAR, né le 22 juillet 1988 à HYERES (83), de nationalité Française, marié sous le régime de la communauté de biens avec Madame Isabelle RACON épouse ATTAR union célébré le 20/10/2018 à la mairie de Toulon.

1.2.2. *Société bénéficiaire*

☐ AB HOLDING SAS

La société AB HOLDING, société par actions simplifiées au capital de 366.000€, ayant son siège à Espace Charlotte-Les Meissonniers-83260 LA CRAU, en cours d'immatriculation au RCS de Toulon, représentée par Monsieur Bouchaïb ATTAR, son Président.

1.2.3. *Sociétés dont les actions sont apportées*

☐ ATB EXPRESS SAS

La société ATB EXPRESS, société par actions simplifiées au capital de 5.400 €, dont le siège est situé à Espace Charlotte-Les Meissonniers-83260 LA CRAU, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 819 720 500. Le Président de la société est Monsieur Bouchaïb ATTAR.

Son capital est composé de 5400 actions de 1 € de valeur nominale détenu en intégralité par Monsieur Bouchaïb ATTAR.

La société a notamment pour objet le transport de marchandises de moins de 3.5T

Sauf prorogation ou dissolution anticipée, sa durée est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit :

1.3.1. Description des apports

Il est fait apport de 5400 actions de la société ATB Express SAS au profit de la société AB HOLDING SAS.

1.3.2. Modalité de l'opération

La société AB HOLDING SAS aura la propriété et la jouissance des 5400 actions de la société ATB EXPRESS SAS à compter de la date d'immatriculation définitive de la société auprès du RCS de Toulon.

L'apport est effectué sous le régime juridique de l'article L. 225-8 du Code de commerce.

L'apport des titres est soumis à la condition suspensive de constitution de la société AB HOLDING SAS avant le 31/09/2022.

1.3.3. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties.

La valeur des actions de la société ATB EXPRESS SAS a été déterminée à partir de l'application de plusieurs méthodes d'évaluation décrites dans le traité d'apport.

1.3.4. Rémunération des apports

En rémunération de leurs apports, il sera attribué à Monsieur Bouchaïb ATTAR, 36.600 actions de la société AB HOLDING SAS d'une valeur nominale de 10 € chacune soit un capital de 366.000 €.

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.3.5. Aspects fiscaux

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du report d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés tel que prévu aux articles 150-0 B du Code Général des Impôts.

Le report a pour effet de décaler l'imposition effective de cette plus-value à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux à une date ultérieure.

Les plus-values placées en report d'imposition sont imposées au titre de l'année au cours de laquelle intervient un événement de nature à mettre fin au report conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts. La fin du report d'imposition entraîne l'imposition de la plus-value dans les conditions prévues à l'article 150-0 A.

En matière de droits d'enregistrement, les apports seront enregistrés gratuitement, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

J'ai notamment :

- ☐ Échangé avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées,
- ☐ Examiné le contenu du projet de traité d'apport ;
- ☐ Pris connaissance des activités des sociétés au regard des états financiers au 31 décembre 2021 ;
- ☐ Vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- ☐ Consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale de la société ATB EXPRESS SAS
- ☐ Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- ☐ Étendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèque et analogique par comparaison avec des sociétés exerçant une activité comparable.
- ☐ Procédé à mes propres analyses de sensibilité ;

Enfin, j'ai obtenu une lettre d'affirmation de la part du dirigeant de la société ATB EXPRESS SAS me confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions qui m'ont été communiquées.

2.2. APPRECIATION DE LA METHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITE A LA REGLEMENTATION COMPTABLE

L'apport de titres envisagé est effectué par une personne physique.

Aux termes du projet de traité d'apport, les parties ont convenu de retenir la valeur réelle estimée des actions de la société ATB EXPRESS SAS en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement n°2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

2.3. REALITE DE L'APPORT

Les travaux réalisés ont confirmé l'existence et la propriété par Monsieur Bouchaïb ATTAR des 5.400 actions qu'il détient dans la société ATB EXPRESS SAS qui font l'objet du présent apport.

2.4. APPRÉCIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.4.1. ATB EXPRESS SAS

Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des titres représentant 100% du capital de la société ATB EXPRESS SAS

Détermination de la valeur des apports par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties sur base des états financiers retraités 2019, 2020 et 2021.

Afin de permettre l'analyse de la valeur des titres, la société ATB EXPRESS SAS a fait l'objet d'une évaluation produit par la société SMAGEX, cabinet d'expertise comptable. Cette évaluation a été établie conformément aux principes et usages en vigueur dans son secteur d'activité, fondée sur les méthodes suivantes :

- Valeur patrimoniale
- Valeur de productivité (capitalisation des bénéfices)
- Valorisation selon méthode EBE
- Valorisation selon la CAF

Le rapport d'évaluation qui nous a été remis a permis d'établir une valorisation des titres de la société ATB EXPRESS SAS au 31 décembre 2021 à 366.000 €.

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assuré :

- que les méthodes retenues étaient fondées sur des données historiques fiables et reproductibles.
- Que les approches d'évaluation mises en œuvre étaient suffisamment nombreuses et documentées pour dégager une cohérence globale

En outre, pour apprécier la valeur de l'apport, j'ai cherché à déterminer la valeur de la société ATB EXPRESS SAS par assimilation à d'autres sociétés à vendre exerçant des activités de nature comparable.

Synthèse des valorisations

Les valorisations ressortant des approches intrinsèques et analogiques confortent la valeur d'apport pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

Synthèse des valorisations

Les valorisations ressortant des approches intrinsèques et analogiques confortent la valeur d'apport pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

3. CONCLUSION

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 366.000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à La Valette du var,
le 27 Juin 2022

Le commissaire aux apports
Maxime Faury

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Bouchaïb ATTAR

né le 22 juillet 1988 à HYERES (83), de nationalité Française, marié à madame Isabelle RACON épouse ATTTAR, sous le régime de la communauté de biens, union célébrée le 20/10/2018 à la mairie de Toulon,

Domicilié et demeurant Chevalier d'Assas – Résidence les Bermudes Bâtiment 2 – 83000 TOULON

ci-après dénommé «L'Apporteur»,
d'une part,

ET

- La Société SASU AB HOLDING

Société par Actions Simplifiée à associé unique, au capital de 366 000 €, siégeant Espace Charlotte – Les Meissonniers – 83260 LA CRAU, représentée par son Président Monsieur Bouchaïb ATTAR, en cours d'immatriculation,

ci-après dénommée «Le Bénéficiaire»,
d'autre part,

PREALABLEMENT A LA CONVENTION D'APPORT DE TITRES FAISANT L'OBJET DU PRESENT ACTE, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

EXPOSE

I - Caractéristiques des sociétés dont les titres sont apportés

1/- La société SASU A.T.B EXPRESS, une Société par actions simplifiée à associé unique dont le siège social est situé Espace Charlotte – Les Meissonniers – 83260 LA CRAU.

Elle est immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro 818 720 500.

Le Président de la société est Monsieur Bouchaïb ATTAR.

Elle a pour objet social : Transport de marchandise de moins de 3.5t.

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés.

Le capital social est d'un montant de 5 400 € est divisé en 5 400 actions, libérées et attribuées à l'associé unique Monsieur Bouchaïb ATTAR à hauteur de 5 400 actions.

II - Motifs et buts de l'apport de titres

Monsieur Bouchaïb ATTAR envisage d'apporter à la Société AB HOLDING les 5 400 actions qu'il détient dans le capital de la SASU A.T.B. EXPRESS.

L'Apport s'inscrit dans une opération de restructuration par laquelle l'associé envisage de transférer sa participation à une société holding afin d'administrer sa participation par l'intermédiaire d'une société

III - Méthode d'évaluation

L'évaluation des titres apportés a été déterminée par les parties sur la base :

1/- Société SASU A.T.B. EXPRESS

Cette valorisation résulte d'une évaluation à partir de l'application de plusieurs méthodes d'évaluation. Les méthodes d'évaluations retenues sont les suivantes :

- **Valeur patrimoniale** : La valeur patrimoniale est tournée vers une valorisation historique de l'entreprise. Elle sera peut représentative lorsque la société dégage des bénéfices récurrents, avec une politique de non distribution des dividendes. Dans ce cas on apportera plus d'importance aux méthodes dites de rentabilités. Ce choix est représenté dans cette étude par la pondération des différentes méthodes retenues.
- **Valeur de productivité** : La valeur de productivité est calculée en capitalisant le bénéfice net moyen à un taux distinct d'un taux de placement sans risque. En fait, plus le risque est élevé, plus le taux de capitalisation sera élevé.
- **Capitalisation de la MBA moyenne** : Les ressources dégagées par l'entreprise sont multipliées par un nombre d'années, le plus souvent en relation avec les durées des financements.
- **Capitalisation de l'EBE corrigé** : La valeur de l'entreprise est déterminée en fonction de la rentabilité d'exploitation en tenant compte d'un nombre d'années, sous déduction de l'endettement restant. On y ajoute la trésorerie excédentaire disponible immédiatement.
- **Capitalisation de la CAF + Trésorerie** : Les ressources dégagées par l'entreprise sont multipliées par un nombre d'années correspondant à la rentabilité souhaitée d'un acquéreur. On y ajoute la trésorerie excédentaire disponible immédiatement.

La valorisation de l'ensemble des actions (5 400 actions) est de : 366 000 €

Sur ces bases, la valeur nette réelle des 5 400 actions de la SASU A.T.B. EXPRESS détenues par Monsieur Bouchaïb ATTAR est estimée à **366 000 €**.

IV – Origine de propriété

1/- SASU A.T.B. EXPRESS : Monsieur Bouchaïb ATTAR est propriétaire de 5 400 actions de la société A.T.B. EXPRESS pour les avoir souscrites à la constitution de celle-ci le 08/03/2016 ;

V – Vérification des Apports

Conformément aux dispositions des articles L.225-8 et L.225-14 du Code de Commerce, la valeur

attribuée aux Apports décrits ci-dessus a été soumise à l'appréciation de Monsieur Maxime FAURY, commissaire aux comptes, exerçant Espace Valtech – RN 98 – 83160 LA VALETTE-DU-VAR, désigné en qualité de commissaire aux apports par décision des associés fondateurs de la société bénéficiaire. Le rapport établi par le commissaire aux apports est joint en annexe.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Description et évaluation de l'apport

Par les présentes, Monsieur Bouchaïb ATTAR fait apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, et sous la condition suspensive ci-après stipulée, de CINQ MILLE QUATRE CENT (5 400) actions de 1 € nominal chacune, lui appartenant dans le capital de la SASU A.T.B. EXPRESS, à la société AB HOLDING, qui accepte sous les charges et conditions stipulées dans la présente convention d'apports.

La valeur des actions comprises dans le présent apport, arrêtée conventionnellement entre les parties qui ont entendu exprimer leur accord définitif et de convenance au regard des différents éléments objectifs et subjectifs tenant à la valeur intrinsèque des sociétés A.T.B. EXPRESS, sont estimées à la somme de TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE EUROS (366 000 €).

A raison des apports réalisés ci-dessus, la société AB HOLDING détiendra dans le capital de la société SASU A.T.B. EXPRESS, CINQ MILLE QUATRE CENT (5 400) actions de 67.77 € chacune, soit 100 % du capital.

Les apports ci-dessus décrit sont consentis net de tout passif.

ARTICLE 2 - Rémunération de l'apport

Les apports des 5 400 actions de la société A.T.B. EXPRESS évaluées globalement à la somme de TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE EUROS (366 000 €), sont consentis et acceptés moyennant la rémunération suivante :

-Attribution de 36 600 actions de 10 € chacune, entièrement libérées créer par la société AB HOLDING au titre de constitution de son capital d'un montant de 366 000 € divisé en 36 600 actions de 10 € nominal chacune.

Les actions porteront jouissance à la date de la réalisation de la constitution.

ARTICLE 3 - Propriété - Jouissance

La société AB HOLDING sera propriétaire des titres apportés et en aura la jouissance à compter de la validation de la constitution.

La société AB HOLDING aura droit à tout dividende, intérêt, produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions et parts à elle apportées à compter du même jour.

En conséquence, la société AB HOLDING sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux titres apportés.

ARTICLE 4 - Condition suspensive

Le présent apport de titres est soumis à la condition suspensive suivante :

- approbation dudit apport par la validation de la constitution de la société AB HOLDING,

Faute de réalisation de cette condition ci-dessus, le 30/09/2022 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues, sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 5 : Charges et conditions

Le présent apport est réalisé net de tout passif sous les charges et conditions suivantes que la société AB HOLDING et l'Apporteur seront, chacun en ce qui les concerne, tenus de bien et fidèlement exécuter :

1. En ce qui concerne l'Apporteur

1/- Il sera tenu aux garanties de droit dans les conditions des articles visés au Code Civil et de toutes lois applicables ;

2/- Il s'interdit pendant la durée courant à compter des présentes jusqu'au jour du caractère définitif résultant de la validation de la constitution statuant sur les opérations d'apports ou de la réalisation de toutes conditions suspensives stipulées, de consentir sur les biens apportés quelque droit que ce soit, de disposition et/ou de jouissance ;

3/- Il s'interdit pareillement d'agir au sein d'assemblées générales de la société dont les titres sont apportés et compris dans le présent apport, d'agir directement ou indirectement comme de participer à toutes opérations qui auraient pour fonction de modifier la répartition du capital de la société considérée, comme de modifier le nombre de titres, leur valeur nominale, ainsi que plus généralement la géographie du capital,

4/- Il s'interdit pareillement et agira de telle sorte qu'aucune opération entraînant variation du capital, (à la hausse et/ou à la baisse) voire à titre de simple amortissement de ce dernier, n'affecte le capital de ladite société

5/- Il délivrera aux conditions énoncées dans le présent traité les biens promis en principal et en accessoires ; tous droits attachés aux titres apportés seront pareillement transmis au Bénéficiaire de l'apport au titre de l'obligation de délivrance de l'Apporteur.

2. En ce qui concerne le Bénéficiaire

1/- Il prendra l'ensemble des titres apportés en l'état, sans pouvoir exercer de recours contre l'Apporteur, le Bénéficiaire reconnaissant parfaitement connaître les biens de la société dont les titres sont apportés.

2/- Il devra se conformer à toutes les stipulations des statuts de la société A.T.B. EXPRESS, ainsi qu'à toutes les résolutions des associés régulièrement prises avant la réalisation de l'apport.

3/- Il rémunérera les biens apportés au moyen des actions ainsi créées à l'Apporteur.

ARTICLE 6 : Déclarations générales

L'Apporteur déclare :

- qu'il dispose de la pleine capacité juridique et civile et n'est pas affecté d'aucune mesure de sauvegarde pouvant empêcher la disposition des biens,
- que les titres de la SASU A.T.B. EXPRESS lui appartiennent dans les proportions indiquées en exposé,
- qu'il n'a été ou ne fait l'objet d'aucune mesure relative aux procédures collectives ou toute mesure d'ordre administrative et/ou judiciaire pouvant mettre obstacle à l'efficacité du présent acte,
- qu'à sa connaissance, la SASU A.T.B. EXPRESS ont été régulièrement constituée et ont satisfait aux conditions prescrites par les lois et règlements en vigueur,
- que lesdites sociétés dont les titres font l'objet du présent apport, ne font pas l'objet d'une mesure de procédure collective,
- que les titres faisant l'objet du présent apport sont libres de tous nantissement, gage, saisie ou autres mesures quelconques pouvant faire obstacle à la mutation, anéantir ou réduire les droits du Bénéficiaire des apports.

ARTICLE 7 : Agrément

Par Assemblée générale, en date du 24/05/2022, la société A.T.B EXPRESS a donné son agrément pour l'apport de titres de Monsieur Bouchaïb ATTAR.

ARTICLE 8 - Déclarations fiscales

1. Déclarations relatives à la plus value

Les potentielles plus-values issues de la valorisation des parts apportées répondent aux dispositions fiscales du report d'imposition.

Le régime du report d'imposition est applicable aux plus-values d'apport de titres ou de parts à une société contrôlée par l'apporteur.

Ce mécanisme est prévu à l'article 150-0 B ter du CGI.

Il en retourne que l'assiette de la plus-value est déterminée et figée à la date de l'opération de l'apport.

Le report a pour effet de décaler l'imposition effective de cette plus-value à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux à une date ultérieure.

Les plus-values placées en report d'imposition sont imposées au titre de l'année au cours de laquelle intervient un événement de nature à mettre fin au report.

2. Déclarations relatives à l'enregistrement

En matière de droits d'enregistrement, les apports seront enregistrés gratuitement, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

3. Affirmation de sincérité

Les soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des

impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des droits apportés.

ARTICLE 9 : Dispositions diverses

1. Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société AB HOLDING.

2. Election de domicile

Pour l'exécution du présent acte et de ses suites, les parties font respectivement élection de domicile en leur siège social et domicile respectifs.

3. Pouvoirs

Les parties aux présentes confèrent tous pouvoirs au porteur d'une expédition, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de signer tout acte modificatif ou supplétif qui se révélerait utiles et/ou nécessaire pour parvenir à la publicité des présentes, ainsi que pour faire tous dépôts, duplications, publications, significations, notifications et généralement toutes formalités prescrites par la loi ou qui apparaîtraient utiles et/ou nécessaires.

4. Signification

Dès la réalisation définitive des apports, le présent contrat d'apport sera signifié à la SASU A.T.B. EXPRESS, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, ou fera l'objet d'un dépôt au siège social de ladite société contre remise d'une attestation de la gérance.

5. Formalités

Le présent acte sera publié conformément à la loi, si lors de la réalisation de ces formalités, il était constaté l'existence de toutes inscriptions grevant les biens apportés, les apporteurs en rapporteront la mainlevée et les certificats de radiation dans le mois de la notification qui leur sera faite de l'existence de ces inscriptions.

De manière générale, l'apporteur s'engage à donner à la société AB HOLDING tous concours nécessaire en vue d'assurer la transmission des biens apportés.

Fait à LA CRAU

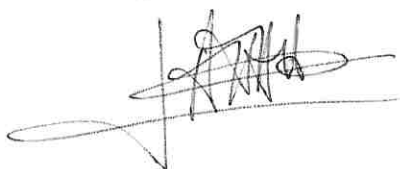
Le 15/06/2022

En autant d'exemplaires que de droit

Monsieur Bouchaib ATTAR



SASU AB HOLDING
Représentée par Mr **Bouchaib ATTAR**



« AB HOLDING »

SASU au capital de 366 000 €

Siège social :
Espace Charlotte – Les Meissonniers
83260 LA CRAU

ETAT DES SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS

Nom, prénoms, adresse ou dénomination, forme, capital, siège, RCS du souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant des versements effectués
Monsieur Bouchaïb ATTAR Chevalier d'Assas Résidence les Bermudes Bâtiment 2 83000 TOULON	36 600	366 000 €	366 000 €
Nombre des actions souscrites	36 600	366 000 €	366 000 €

Le présent état qui constate la souscription de 36 600 actions de la Société SASU AB HOLDING, ainsi que le versement de la somme de 366 000 € correspondant à la totalité du nominal desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable par l'associé.

Fait à LA CRAU
Le 29/06/2022

Président
Monsieur Bouchaïb ATTAR



<p style="text-align: center;">ACTE DE DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS</p>
--

Le soussigné :

-Monsieur Bouchaïb ATTAR, né le 22 juillet 1988 à HYERES (83), de nationalité française, demeurant Chevalier d'Assas – Résidence les Bermudes Bâtiment 2 – 83000 TOULON,

Après avoir rappelé :

Qu'il envisage de constituer une Société par actions simplifiée à associé unique qui sera dénommée « AB HOLDING » dont le siège social sera sis Espace Charlotte les Meissonniers - 83260 LA CRAU, et qui aura pour objet en principal : une activité de Holding, animatrice de groupe, prestation de services administratifs, intermédiaires, apporteurs d'affaires et exploitation de portefeuille de titres sociaux de sociétés cotées ou non cotées et de valeurs mobilières de placement ;

- **Que le capital de cette société doit être constitué par l'évaluation des apports en nature des titres de la société SASU A.T.B. EXPRESS, au capital de 5 400 €, siégeant Espace Charlotte les Meissonniers – 83260 LA CRAU - RCS de TOULON 818 720 500 ;**

En vue de la réalisation de l'apport en nature à la Société susvisée, le soussigné nomme en qualité de commissaire aux apports, **Monsieur Maxime FAURY**, Commissaire inscrit, sis Espace Valtech – RN 98 – 83160 LA VALETTE-DU-VAR à l'effet d'établir sous sa responsabilité un rapport sur la valeur desdits apports en nature, lequel sera annexé aux statuts de la Société à constituer conformément à l'article L 225-8 et L 225-14 du Code de Commerce.

Fait à LA CRAU
Le 02/06/2022

Monsieur Bouchaïb ATTAR



« AB HOLDING »

SASU au capital de 366 000 €

**Siège social :
Espace Charlotte - Les Meissonniers
83260 LA CRAU**

STATUTS

1A

AB

LE SOUSSIGNE :

- Monsieur Bouchaïb ATTAR

né le 22 juillet 1988 à HYERES (83), de nationalité Française, marié sous le régime de la communauté de biens avec Madame Isabelle RACON épouse ATTAR, union célébrée le 20/10/2018 à la mairie de Toulon.

Domicilié et demeurant : Chevalier d'Assas – Résidence les Bermudes Bâtiment 2 - 83000 TOULON.

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS).

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société par Actions Simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

Activité de Holding, prestation de services administratifs, intermédiaires, apporteurs d'affaires, animatrice de groupe et exploitation de portefeuille de titres sociaux de sociétés cotées ou non cotées et de valeurs mobilières de placement.

L'exercice de tous mandats d'administration, de contrôle, de gestion, de conseil, toutes prestations de management, d'assistance administrative, comptable, financière et informatique au sein de ces participations ou non.

L'accomplissement de toutes prestations informatiques, administratives, de communication, comptables, financières, commerciales, de direction, de management et de gestion s'y rapportant, le conseil et la formation technique, auprès de toutes sociétés ou entreprises;

L'accomplissement de tous actes et prestations concourants à la constitution d'un patrimoine immobilier et mobilier;

Toutes activités de promotion immobilière et de marchand de biens;

La prise de participations, par tous moyens, dans toutes entreprises, groupements ou sociétés créées ou à créer, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance, la gestion de ces participations.

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou

indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : **AB HOLDING**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **Espace Charlotte – Les Meissonniers – 83260 LA CRAU.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du Président, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective des associés délibérant aux conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

1/apports en nature

a/-Monsieur Bouchaïb ATTAR apporte à la société SASU AB HOLDING, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les CINQ MILLE QUATRE CENT (5 400) actions de 1 € nominale chacune, portant les numéros 1 à 5 400, qu'il détient dans le capital de la SASU A.T.B. EXPRESS, Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 5 400 euros, dont le siège social est Espace Charlotte – les Meissonniers – 83260 LA CRAU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON sous le numéro 819 720 500,

Evaluation

La valeur de l'action de la SASU A.T.B. EXPRESS a été évaluée à 67.77 €, soit une valeur globale pour les 5 400 actions apportées à TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE EUROS (366 000 €)

Rémunération des apports

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné d'une valeur de 366 000 €, il est attribué à :

- Monsieur Bouchaïb ATTAR

TRENTE SIX MILLE SIX CENT ACTIONS

de 1 à 36 600, ci,

36 600 actions

Total des actions apportées

36 600 actions

1 A AB

Les 36 600 actions sont d'une valeur chacune de DIX EUROS (10 €), entièrement libérées.

Origine de propriété

Monsieur Bouchaïb ATTAR déclare être propriétaires des actions apportées pour les avoir reçues à la fondation de la société en date du 08/03/2016, en rémunération de son apports en numéraires ainsi que cela résulte des statuts de la SASU A.T.B. EXPRESS.

Propriété - Jouissance

La société SASU AB HOLDING sera propriétaire des actions apportées et en aura la jouissance à compter de ce jour. En conséquence elle aura seule droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution après cette date.

Agrément

Par Assemblée Générale en date du 24/05/2022, l'associé de la société A.T.B. EXPRESS a approuvé les apports de titres.

Déclarations

Monsieur Bouchaïb ATTAR déclare :

- qu'il n'a jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation des biens, redressement ou liquidation judiciaires, et que son patrimoine n'est menacé d'aucunes mesures de confiscation.
- qu'à sa connaissance, la société A.T.B. EXPRESS a été régulièrement constituée et a satisfait aux conditions prescrites par les lois et règlements en vigueur,
- que ladite société dont les titres font l'objet du présent apport, ne fait pas l'objet d'une mesure de procédure collective,
- que les actions faisant l'objet du présent apport sont libres de tous nantissement, gage, saisie ou autres mesures quelconques pouvant faire obstacle à la mutation, anéantir ou réduire les droits des bénéficiaires des apports, et qu'il a la libre disposition des parts apportées par lui

2/ Vérification des apports

Conformément aux dispositions des articles L.225-8 et L.225-14 du Code de Commerce, la valeur attribuée aux Apports décrits ci-dessus a été soumise à l'appréciation de Monsieur Maxime FAURY, commissaire aux comptes, exerçant Espace Valtech – RN 98 – 83160 LA VALETTE-DU-VAR, désigné en qualité de commissaire aux apports par décision des associés fondateurs de la société bénéficiaire en date du 02/06/2022, comme l'indique son rapport en date du 27/06/2022.

3/ Récapitulation des apports

Les apports en nature de A.T.B. EXPRESS (a) s'élèvent à 366 000 Euros

Le montant total des apports s'élève à 366 000 Euros

1A AB

Madame Isabelle RACON épouse ATTAR, conjointe commune en biens de Monsieur Bouchaïb ATTAR, apporteur de deniers provenant de la communauté intervient au présent acte, reconnaît avoir été préalablement avertie de cet apport, de ses modalités, et des moyens de sa réalisation, ayant reçu à cet égard une complète information et ne manifeste pas l'intention d'être personnellement associée de la Société et déclare réserver expressément ses droits patrimoniaux sur les parts attribuées à son conjoint, ainsi que la revendication ultérieure de la qualité d'associée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE EUROS (366 000 €)**.

Il est divisé en 36 600 actions de 10 euros chacune, de même catégorie, entièrement libérées et attribuées à l'associé unique à hauteur de ses apports.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

En cas d'associé unique, le capital social peut être augmenté ou réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur :

1/ - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du président une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les propriétaires d'actions existantes autres que des actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité aux dividendes, aux réserves ou au partage de l'actif de liquidation, ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription en cas d'émission d'actions de numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le président le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel,

IA AB

proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des associés délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2/ - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser.

3/ - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 30 jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 - PREEMPTION

En cas de pluralité d'associés, la cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro R.C.S., identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de 15 jours de ladite notification, le président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de 30 jours pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de 30 jours, le président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément suivante prévue à l'article 13.

ARTICLE 13 - AGREMENT

Définitions

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, nantissement, partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement

Titre ou Valeur Mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Agrément

1/ Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

2/ En cas de pluralité d'associés, la Cession de Titres de capital et de Valeurs Mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés délibérant aux conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires, l'associé cédant participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les présentes dispositions s'appliquent également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément s'applique également en cas de transmission des actions dans le cadre d'une succession ou d'une liquidation de communauté de biens entre époux.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS

Les actions peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L.239-1 à 239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R.239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des actions doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour le cessionnaire d'actions.

Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des actions.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom de l'associé dans le registre des titres nominatifs de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux actions louées, notamment le droit aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

A compter de la délivrance des actions louées au locataire, la Société doit lui adresser les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-68 du Code de commerce, le titulaire du droit de vote attaché aux actions nominatives louées depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, doit, même s'il n'en a pas fait la demande, être convoqué à toute assemblée par lettre ordinaire.

Les actions louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans le registre des titres nominatifs de la Société.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

1/ L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Exclusion de plein droit intervient dans les cas suivants :
 - . De dissolution, de redressement ou liquidation judiciaires.
- Exclusion facultative intervient dans les cas suivants :
 - . Exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée,
 - . Violation d'une disposition statutaire,
 - . Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social,
 - . Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

2/ Modalité de la décision d'exclusion :

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés délibérant aux conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du président de la Société.

3/ Prise d'effet de la décision d'exclusion :

La décision prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des statuts. Le Président est ensuite désigné par décision de l'associé unique ou décision collective des associés délibérant aux conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut être révoqué pour juste motif par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, le président associé prenant part au vote.

En outre, le président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Par ailleurs, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- Exclusion du Président associé.

Rémunération

La rémunération du Président est approuvée par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas, sans l'accord préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, effectuer les opérations suivantes :

- Acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail,
- Acquisition, cession ou apport de fonds de commerce,
- Investissements quelconques portant sur une somme supérieure à 100 000 € par opération,
- Emprunts sous quelque forme que ce soit d'un montant supérieur à 100 000 €,
- Cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la Société,
- Crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires,
- Adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sache que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire de l'associé unique ou des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Président ou de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, sur proposition du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Personne Physique :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général.

- Personne Morale :

- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général,
- Exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est approuvée par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers dans les conditions fixées par la décision de nomination.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L.227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 22 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du président.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

-Assemblées Générales ordinaires :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions réglementées,
- Nomination des Commissaires aux Comptes.

-Assemblées Générales Extraordinaires :

- Augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- Transformation de la Société,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Dissolution et liquidation de la Société,
- Agrément des cessions d'actions,
- Inaliénabilité des actions,
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- Augmentation des engagements des associés,
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- Modification des statuts,
- Autorisation des décisions du Président et du Directeur Général visées aux articles "Président de la Société " et "Directeur Général" des statuts.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

ARTICLE 24 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, et à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés,
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote,
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision,
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet),
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour

une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet. Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social. Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné. Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations. Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 27 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- Pour les décisions ordinaires : à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés,
- Pour les décisions extraordinaires : à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

ARTICLE 28 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 29 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le président doivent être communiqués aux frais de la Société à l'associé unique ou aux associés 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels

et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **PREMIER JUIN** et finit **LE TRENTE ET UN MAI**.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 MAI 2023**.

ARTICLE 31 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

En vertu des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, l'associé unique doit approuver les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci

sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des

statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions des décisions extraordinaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 35 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou une décision collective des associés prise dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision de l'associé unique ou cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 38 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

- **Monsieur Bouchaïb ATTAR**, né 22 juillet 1988 à HYERES (83), demeurant Chevalier d'Assas – Résidence les Bermudes Bâtiment 2 – 83000 TOULON.

Monsieur Bouchaïb ATTAR accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 39 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Tous actes accomplis par le ou les signataires pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société seront repris par la Société.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés entraînera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

ARTICLE 40 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Tous les frais, les droits entraînés par le présent acte et ses suites, incombent conjointement aux associés en proportion de leurs apports jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

Fait à LA CRAU

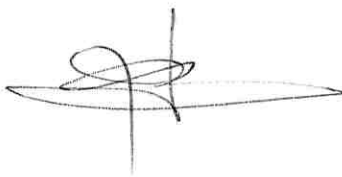
Le 29/06/2022

Monsieur Bouchaïb ATTAR

« bon pour acceptation des fonctions de Président »

Bon pour acceptation des fonctions de Président


Madame Isabelle RACON épouse ATTAR



Reçu par le SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
TOULON 2
Le 06/07 2022 Dossier 2022 00055445, référence 8304P04 2022 A 02060
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

